



UNION NATIONALE
DES SYNDICATS
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
263, RUE DE PARIS
CASE 549 - 93515
MONTREUIL CEDEX
FÉDÉRATION DE
L'ÉDUCATION, DE
LA RECHERCHE ET
DE LA CULTURE

De la maternelle à l'université, titulaires et précaires, Toutes et tous en grève le 24 novembre pour construire une mobilisation d'ampleur

04 11 2009

De jour en jour, les personnels et les élèves subissent la politique gouvernementale de casse des services publics dont une des finalités est la remise en cause des principes fondateurs d'une école républicaine, laïque, gratuite, ouverte à toutes et tous. Les personnels n'acceptent pas les conditions dans lesquelles se prépare la rentrée 2010. Depuis 2007, au nom du dogme de la réduction des déficits publics, le gouvernement a détruit dans l'enseignement scolaire :



- 11 200 emplois en 2008 !
- 13 500 emplois en 2009 !
- 16 000 emplois pour la rentrée 2010 !

Nous refusons ces suppressions d'emplois et revendiquons la titularisation des personnels précaires, sans condition de concours ni de nationalité !

Ces suppressions s'accompagnent de multiples annonces de transformations radicales du système éducatif, dans le droit fil de la stratégie de Lisbonne qui a inspiré la loi Fillon de 2005.

- Généralisation du bac pro 3 ans

Nous demandons au ministre le retrait de cette réforme qui a provoqué, dès la rentrée 2009, une dégradation des conditions d'accueil et de travail des élèves et des personnels. La mise en place de l'épreuve orale de contrôle du bac professionnel 2009 s'est déroulée dans la plus grande confusion et a contribué à diminuer la valeur du diplôme délivré. Il en sera de même du BEP ou du CAP. A nous de nous mobiliser à la hauteur de ces enjeux !

- Réformes dans le 1^{er} degré

Que ce soit la suppression du samedi, inefficace et contreproductive, les programmes scolaires rétrogrades dénoncés par tous, les attaques contre le droit de grève avec le service minimum d'accueil tout cela concourt à affaiblir le rôle et le fonctionnement de l'école.

- Réforme du lycée général et technologique

Les mesures annoncées ne répondent pas à la principale revendication des personnels et des jeunes qui est l'amélioration des conditions de travail et d'étude pour assurer la réussite de tous. De trop nombreuses zones d'ombre subsistent. Elles cachent de réelles menaces, notamment sur la voie technologique. La plupart des mesures proposées vont se heurter à la question du manque de moyens.

- Disparition annoncée des IUFM

La formation initiale des enseignants qui se réduit à une forme de compagnonnage rendra très difficile l'entrée dans le métier des jeunes collègues et ne leur permettra pas de remplir correctement leurs missions.

La CGT Educ'action revendique une formation programmée progressive et cohérente aux métiers de l'Éducation dans le cadre de l'IUFM où interviennent des enseignants chercheurs, des équipes de formateurs qualifiés du 1^{er} et du 2nd degré favorisant un aller-retour entre expériences de terrain et apports disciplinaires et pédagogiques de haut niveau.

- Masterisation et baisse significative des postes aux concours de recrutement

Reculer le concours après un diplôme à bac + 5, c'est instituer une sélection sociale insupportable pour les étudiants les plus modestes et éliminer la plupart des non-titulaires en poste, recrutés souvent avec une licence.

Cette hausse du niveau de recrutement n'est pas accompagnée d'une revalorisation salariale à la hauteur.

La CGT Educ'action revendique un concours national après la licence et une formation de deux ans comme fonctionnaire stagiaire débouchant sur un master.



→ Ces « réformes » sont induites par la politique gouvernementale de l'emploi à l'Éducation nationale comme dans toute la fonction publique, elles se concrétisent notamment par le non-remplacement d'un départ en retraite sur deux.

→ Elles ont pour finalité le redéploiement des moyens.

Heures supplémentaires et primes en échange de l'acceptation des suppressions d'emplois : ce « donnant-donnant » voulu par le ministre est inacceptable ! C'est un leurre qui ne répond pas à l'exigence de revalorisation salariale immédiate des personnels : pour la CGT Educ'action, il faut une nouvelle grille des traitements débutant à 2 600 € (soit 2 fois le SMIC) et une augmentation de 70 points d'indice pour tous les personnels (soit plus de 300 € pour tous).

Face à cette casse des services publics et de la fonction publique (loi de mobilité, loi Hôpital-Patient-Santé-Territoire, généralisation de la contractualisation dans la fonction publique territoriale, privatisation de la Poste...), la CGT Educ'action appelle les personnels à se mobiliser et à faire de la grève du 24 novembre une première étape dans la lutte, pour une autre politique notamment en matière d'emplois, de salaires et d'éducation.

Elle appelle les personnels à se réunir dans l'unité, la plus large possible, dans nos établissements pour discuter dès maintenant des suites rapides et fortes à donner à cette première étape qui doit être d'ampleur.

**L'intersyndicale académique (CGT, FSU, SUD, SNETAA)
appelle les personnels à faire grève et à manifester
le mardi 24 novembre.
Rassemblement 14h30 Porte de Paris à Lille**



Tract 04.11.2009

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite :

prendre contact

me syndiquer

Nom (Mme, Melle, M.)..... Prénom

Adresse personnelle

Code postal Ville.....

Tél..... e-mail.....

Grade ou corps..... Discipline :

Etablissement.....

Code postal Ville.....

URSEN-CGT - Bourse du Travail CGT - rue Geoffroy Saint Hilaire - 59042 LILLE CEDEX
Tél : 03 20 52 27 91 - fax : 03 20 52 76 92 - mail : ursen.lille@wanadoo.fr